

Chili: 70 000 personnes contre la privatisation de l'éducation

18-06-2011

La manifestation a clairement exprimé, bruyamment, le mécontentement avec l'éducation publique et la demande de changements comme la fin du lucre, une plus grande équité et la gratuité de l'enseignement. Le mécontentement croît avec le gouvernement conservateur.

Selon des chiffres officiels, 70 mille personnes ont défilé hier sur la Alameda, la principale avenue de Santiago. La même scène s'est répétée dans les plus importantes villes chiliennes, Valparaiso, Concepción, Temuco, Valdivia, Arica, San Antonio, Chillán et Antofagasta où la citoyenneté s'est chargée - encore une fois - de rappeler au gouvernement de droite de Sebastián Piñera qu'il y a du mécontentement, de la frustration et de la colère. Que le gouvernement d'excellence qu'il a promis est loin d'être au rendez-vous. La convocation de la Confédération des Étudiants du Chili (Confech) qui regroupe toutes les universités traditionnelles du pays et le Collège de Professeurs, a dépassé toutes les attentes, puisqu'ils attendaient à réunir seulement 20 mille personnes. Mais peu à peu, vers 11 heure, la Place Italia, le lieu qui sépare le Santiago le plus riche avec celui de classe moyenne et centre névralgique des manifestations de la capitale à commencer à se remplir. Ensuite la masse humaine a tranquillement défilé jusqu'à la place Los Heroes, tout près du siège présidentiel de La Moneda. Là un acte central a été réalisé, où les discours ont été prononcés presque au visage du ministre de l'Éducation Joaquín Lavín et du propre Piñera. La manifestation d'hier se joint à d'autres marches convoquées par les défenseurs de l'environnement et où la citoyenneté en général a participé pour répudier le projet qui vise à construire des barrages hydroélectriques en Patagonie, et à la moins massive, mais très significative protestation des lycéens effectuée mercredi dernier et qui a réuni environ 7 mille "pingouins". Le tac tac des pas sonnaient à l'unisson, tandis que la marée humaine avançait sous le regard attentif des Carabiniers qui attendaient le premier désordre pour réprimer. La longue colonne étaient colorée de pancartes et de banderoles qui témoignaient du mécontentement avec l'éducation publique et exigeant des changements comme la fin de sa marchandisation, une plus grande équité et la gratuité de l'enseignement. Un des visages les plus visibles est celui de Jaime Gajardo, président du Collège de Professeurs, qui a été secondé par Camila Vallejos, présidente de la Fédération des Étudiants de l'Université du Chili (FECH) et un grand nombre de lycéens qui depuis la semaine dernière se maintiennent mobilisés en occupant presque 240 établissements scolaires et qui ont refusé de les libérer pour s'asseoir à converser comme le gouvernement l'a proposé. "Nous réclamons la même chose, éducation publique pour le Chili, qu'on en finisse avec le lucre dans l'éducation, que l'État récupère son rôle, qu'il privilégie le public sur le privé, plus de démocratie dans les écoles et les universités et qu'on avance vers une éducation de qualité et non élitiste comme maintenant", haranguait Gajardo. En ce sens, il a fait le rapprochement avec la grande révolte contre le système éducatif que les lycéens ont protagonisé en 2006, fait connu comme le pingüinazo et qui a coûté la tête d'un ministre, a mis en échec l'administration de Bachelet et a obtenu que le sujet de l'éducation s'installe dans l'agenda. "La différence est que maintenant toutes les classes de l'éducation participent", a dit Guajardo. "Ici s'exprime le mouvement social, une expression qui est transversale, légitime, de plus de 100 mille manifestants", a ajouté Camila Vallejos. "Certains ont dit que les gens ne veulent pas de manifestations, mais aujourd'hui plus de 100 mille personnes disons que nous voulons nous manifester, que nous voulons participer pour récupérer l'éducation publique et pour que l'État se charge de garantir le droit à l'éducation", a-t-elle ajouté. La dirigeante universitaire a ajouté que "aujourd'hui cela ne sert à rien de dialoguer parce que les choses sont claires. Nous exigeons que l'on respecte la loi qui dit que l'on ne peut pas utiliser l'éducation pour faire du profit et cela n'est pas respecté et il n'y a pas eu une volonté politique pour qu'elle se respecte". À l'acte central étaient présents des représentants de l'opposition et des écologistes. "C'est comme si tout le Chili était à la manifestation dans. Il y a des gens de tout type qui revendique, cela me semble merveilleux", a soutenu Maria José, une journaliste récemment diplômée d'une université privée et qu'elle est au chômage. José Luis, chauffeur de camions, de passage à Santiago, a ajouté que "j'ai 4 fils, et j'ai juste de quoi payer une université à un seul, les autres devront se mettre à travailler. C'est pour cela que je viens à réclamer et à appuyer les cabros (jeunes)". Mais comme c'était la tonique des dernières manifestations, des groupes isolés de manifestants se sont affrontés aux Carabiniers qui ont repris à coups de bâtons, de lance-eau et de bombes lacrymogènes dans les environs du Ministère de l'Éducation en pleine Alameda. Les désordres se sont poursuivis près de La Moneda où certains "encapuchonnés" (bonnets et mouchoirs pour couvrir le visage) ont lancé des pierres, des bâtons et des bombes molotov contre le personnel des Forces Spéciales. Maintenant les étudiants évalueront la marche à suivre.

Christian Palma, Pagina/12, 17 juin 2011. Traduit par <http://amerikenlutte.free.fr>